

L'IFG* et sa politique de «retour au village»

* IFG = International forum on globalization
(Forum international sur la mondialisation)

(De *Fabel van de illegaal*, septembre 1999)

En juin 1999, De Fabel van de illegaal a quitté la campagne internationale contre l'AMI et l'OMC. À l'intérieur de la lutte contre la «mondialisation» et le «libre-échange», des coalitions se sont formées avec des organisations qui s'inspirent d'une idéologie nationaliste, voire même de la Nouvelle Droite. Le Forum international sur la mondialisation (IFG en anglais) joue un rôle central dans la construction de ces coalitions. On sait que leur fondateur, Edward Goldsmith, est un idéologue de la Nouvelle Droite, mais quelles positions politiques défendent donc les autres membres de l'IFG?

Le réseau de l'IFG comprend 60 militants, chercheurs et leaders d'opinion, représentant 40 ONG dans 20 pays. Basé à San Francisco le réseau est dirigé par un comité exécutif, un conseil d'administration et des dizaines de membres. Leur première réunion remonte à 1994, durant la lutte contre l'ALENA (l'Accord de libre-échange nord-américain). *«Une réorganisation totale de l'activité économique et politique mondiale est en cours, et elle s'accompagne de la prise de contrôle de la gouvernance mondiale par les entreprises transnationales et les bureaucraties du commerce international qu'ils ont créées⁽¹⁾»*, note l'IFG. Le réseau du Forum sur la mondialisation est rapidement devenu un *think-tank* (club de réflexion) d'élite pour développer des stratégies contre le «capital mondial incontrôlé⁽²⁾».

Une conception réactionnaire du monde

La gauche révolutionnaire veut liquider le capitalisme à l'échelle internationale, donc à la fois à l'intérieur de chaque pays et à l'extérieur; elle souhaite le remplacer par un système qui ne vise pas à fabriquer du profit, mais à satisfaire les besoins de l'humanité. L'Etat et le Capital sont deux faces d'une même pièce; il est absurde de prendre parti pour l'un contre l'autre. Et la libération de l'humanité ne peut être accordée par une élite dirigeante, elle doit venir de la base.

L'IFG veut renforcer les Etats pour pouvoir contrôler le capital «international». Il refuse de voir que les Etats sont en fait le bras politique du Capital. Le Forum international sur la mondialisation pense que l'histoire nous offre de bons exemples d'Etats qui ont réussi à contrôler le Capital avec succès. De tels Etats *«ont montré un plus grand degré de stabilité et sont plus capables d'agir avec succès dans l'intérêt de leur propres ressources et bases économiques et dans l'intérêt de leurs populations.»* Selon l'IFG, les Etats doivent arrêter d'accepter les *«diktats de bureaucraties lointaines qui ont prouvé qu'elles ne savent pas ce qu'elles font»⁽²⁾*.

L'IFG diffuse des idées simplistes et binaires sur le capitalisme: le Capital «mondial» est méchant, le Capital «local» ou «national» est gentil. Sa conception de l'humanité et du monde est réactionnaire: elle se caractérise par la nostalgie du «bon vieux temps», le désir d'un retour à la nature (semblable à celui des sociobiologistes), l'absence totale de critique du patriarcat et la méfiance vis-à-vis de toute forme de technologie. L'IFG adore se proclamer «ni de droite ni de gauche», car cela lui permet de mobiliser beaucoup plus de gens pour ses campagnes. Il noue des liens avec les conservateurs et même avec l'extrême droite. Tout opposant du «libre-échange» ou de la «mondialisation» est, en principe, son ami politique.

Si le nom d'un groupe est, d'une façon quelconque, associé à l'extrême droite, cela nuit à sa réputation. C'est ce qu'a sans doute pensé l'IFG en juillet 1999, quand il a déclaré qu'il ne voulait plus travailler avec la droite au sein du mouvement altermondialiste international. Bien que les membres de l'IFG participent à des discussions avec des organisations de droite, et qu'ils l'aient reconnu, le Forum international sur la mondialisation raconte en même temps qu'il ne faut pas soutenir des idées racistes ou fascistes, ni collaborer avec des organisations défendant ce type de thèses⁽³⁾. Mais, si l'on étudie attentivement la politique des membres de l'IFG, on constate le contraire. Le Forum international sur la mondialisation forme en fait le cœur et le cerveau de la tendance de droite au sein du mouvement altermondialiste. Les organisations de gauche feraient mieux de se tenir à distance de l'IFG.

Un argent néo-malthusien?

Les «lois naturelles», la «nature» ou le «naturel» ne sont pas les principes organisateurs de notre société ou de notre économie. Toute analogie avec la «nature» utilisée pour défendre telle ou telle forme de société, comme le prétendu droit du plus fort, est absurde. On ne peut penser le

capitalisme comme un organisme vivant ou un système écologique. La gauche révolutionnaire veut construire une société fondée sur des principes comme la justice ou l'égalité, sans faire appel à la «nature», car celle-ci n'obéit ni à des normes ni à des valeurs.

Au sein de l'IFG, les idées de la sociobiologie sont cependant très répandues. Et notamment chez leur principal financier, la Fondation pour l'écologie profonde (FDE en anglais). La FDE est un projet de Doug Tompkins, ex-proprétaire de la marque de vêtements Esprit. Tompkins a toujours combattu les syndicats dans ses entreprises. En 1972, par exemple, il a fermé une de ses usines à San Francisco après que les travailleurs eurent créé un syndicat. Tompkins considérait l'existence d'un syndicat comme une manifestation d'ingratitude de la part des ouvriers. Il a fallu que ceux-ci attendent 10 ans (!) pour qu'Esprit leur règle leurs salaires.

À la fin des années 1980, Tompkins a vendu sa société. Il en avait, paraît-il, assez de l'industrie de la mode et de la nécessité de devoir sans cesse répondre aux besoins artificiels des consommateurs⁽⁴⁾. Il a vendu ses parts d'Esprit et, avec Jerry Mander, il a créé la FDE. La Fondation pour une écologie profonde veut avant tout combattre la crise de l'environnement. Depuis 1990, elle a distribué au moins 25 millions de dollars aux ONG actives sur des questions comme la biodiversité, l'agriculture biologique, la critique de la technologie et la politique démographique. Il est ironique que la FDE possède des actions de sociétés faisant la promotion de la «mondialisation économique» que Tompkins critique de façon si virulente. La FDE a investi dans des banques, des compagnies d'assurance, des sociétés de téléphone et de télévision étrangères⁽⁵⁾.

Sur le plan idéologique, la FDE est très proche d'Edward Goldsmith et d'autres membres de l'IFG. Ce n'est donc pas un hasard si la Fondation pour l'écologie profonde finance le Forum international sur la mondialisation. La philosophie de l'écologie profonde joue un rôle central pour la FDE: *«il s'agit d'un nouveau mouvement parmi les Occidentaux qui rejettent le paradigme anthropocentrique (centré sur l'homme) et dominant de la société technologique, en faveur d'une éthique et d'une pratique biocentriques»*⁽⁵⁾.

Mais le «biocentrisme» conduit parfois directement à la misanthropie, à la haine de l'humanité. Dave Forman, par exemple, l'un des fondateurs de l'organisation Earth First (La Terre d'abord), partisane de l'écologie profonde, juge que la famine en Éthiopie représente une méthode naturelle pour réduire la croissance de la population! Forman est l'idéologue favori de Tompkins. Et ce dernier a financé le Wildlands Projet (Projet des Terres vierges) de Forman, projet conçu pour donner plus d'espace aux grizzlis, et réduire d'un tiers la population d'Amérique du Nord. La Fondation pour l'écologie profonde finance aussi d'autres projets néo-malthusiens. Malthus avait l'habitude de dire que la croissance de la population humaine augmenterait la faim. L'économiste proposait de supprimer la faim en liquidant... les pauvres.

Les cellules cancéreuses du «capitalisme mondialisé»

Ce n'est pas seulement l'IFG qui soutient l'idéologie de la sociobiologie, mais aussi de nombreux membres du Forum sur la mondialisation. Prenez par exemple David Korten, un des dirigeants de l'IFG. Cet influent idéologue altermondialiste a étudié à Harvard et travaillé à la Banque mondiale. *«Mes valeurs politiques sont conservatrices»*⁽⁶⁾, déclare-t-il. Aujourd'hui, il est le président du Positive Futures Network (Réseau pour un avenir positif) et du People Centered Development Forum (Forum du développement centré sur l'Homme), qui compte aussi des sections en Europe. L'IFG enjoint à tous ses membres de lire les livres de Kortens *When corporations rule the world* (Quand les grandes entreprises dominent le monde) et *The Post-corporate World* (Le monde après les multinationales). L'édition du premier a été partiellement financée par Tompkins. Tout comme lui, Korten veut réduire la population mondiale de 6 à 2 milliards d'habitants, sans expliquer clairement comment il compte arriver à ce résultat⁽⁵⁾.

Selon Korten, il existe deux réalités: *«L'une, le monde de l'argent, est gouvernée par les règles édictées par les gouvernements et les banques centrales et par la dynamique des marchés financiers. L'autre, le monde de la vie, est gouvernée par les lois de la nature»*⁽⁷⁾. Tout comme Goldsmith, la pensée écologique de Korten a une dimension totalitaire⁽⁸⁾. *«Le problème n'est pas le marché en tant que tel, mais plus spécifiquement le capitalisme international, qui est à une économie de marché saine ce que le cancer est à un corps sain. Le cancer se développe quand des dommages génétiques incitent une cellule à oublier qu'elle fait partie d'un corps plus grand, dont le fonctionnement sain est essentiel à sa propre survie. La cellule cherche alors à croître toute seule, sans tenir compte des conséquences de cette croissance pour la totalité, et finalement détruit le corps qui la nourrit. En effectuant des recherches sur le développement du cancer au sein du corps humain, je me suis rendu compte que le fait de comparer le capitalisme mondialisé à un cancer relève moins de la métaphore que d'un diagnostic clinique d'une pathologie qui frappe les économies de marché en l'absence d'une supervision adéquate par les citoyens et les gouvernements»*⁽⁶⁾.

Avec son imagerie des «cellules cancéreuses» du «capitalisme mondialisé» qui rendent malade notre société prétendument «saine», Korten se rapproche dangereusement de l'idéologie fasciste. En effet, c'est habituellement l'extrême droite qui dénonce une société «malade» et affirme qu'elle pourrait redevenir «saine», grâce à l'intervention énergique d'un homme à poigne et d'un Etat fort.

Capitalisme à petite échelle

Certains militants de gauche ne luttent que contre le capitalisme. Quand ce système disparaîtra, pensent-ils, les relations de pouvoir patriarcales disparaîtront automatiquement. L'histoire montre qu'il s'agit d'un mauvais conte de fées. La gauche révolutionnaire ne doit donc pas seulement lutter pour liquider les relations de pouvoir capitalistes, mais aussi toutes les relations de pouvoir sociales.

Korten croit, lui aussi, aux contes de fées. Débarrassons-nous de l'économie mondiale, dit-il, et toutes les injustices disparaîtront. Selon lui, une société équilibrée, démocratique et écologiquement durable ne peut être fondée que sur une économie locale. C'est pourquoi «Passons du mondial au local» est devenu le slogan de l'IFG.

Korten défend les vertus d'une économie locale qui sera encore fondamentalement capitaliste. Et certains internautes ne sont pas dupes: *«Plusieurs de nos amis deviendront demain des adversaires parce qu'ils placent la "grande entreprise" à la racine du mal, et non les relations sociales dont ces grandes entreprises ne sont qu'une expression, qu'une partie. Prenez David Korten, par exemple, ou même beaucoup d'écologistes, qui envisagent d'instaurer un capitalisme à petite échelle, régulé localement par la communauté, pour répondre à la crise actuelle⁽⁹⁾.»*

Pour Korten, le problème *«ce n'est pas les patrons ou le marché en soi, mais un système économique mondial qui fonctionne au-delà de tout contrôle. La dynamique de ce système est devenue si puissante et perverse qu'il devient de plus en plus difficile pour les directeurs des grandes entreprises de gérer leurs sociétés dans l'intérêt général, quelle que soit la force de leurs valeurs et de leurs engagements moraux⁽¹⁰⁾.»*

Son économie idéale est *«composée avant tout, même si ce n'est pas exclusivement, d'entreprises familiales, de coopératives de petite taille, d'entreprises possédées par leurs salariés, de sociétés actives à l'échelle d'un quartier ou d'une municipalité⁽¹⁰⁾»*. Si vous voulez changer les relations de propriété et de production, vous finirez forcément par lutter contre le Capital et contre l'Etat. Korten n'évoque jamais ces questions, parce qu'il croit en une révolution des consciences menée conjointement par l'élite et les opprimés.

La nostalgie du «bon vieux temps»

Une révolution regarde toujours vers l'avenir. Ceux qui vantent les vertus du passé font preuve d'un romantisme absurde. La gauche révolutionnaire doit certes apprendre des leçons du passé, mais sans vouloir revenir à une mythique époque antérieure.

Selon Korten et les autres membres de l'IFG, «autrefois» tout allait mieux. *«Les riches et les pauvres partageaient un même sens de l'intérêt national et de la communauté⁽¹⁰⁾.»* Ils jettent un regard nostalgique sur un âge d'or fictif, composé d'économies locales, âge qui n'a jamais existé. Ils aiment citer Adam Smith, l'idéologue du libéralisme au XVIII^e siècle. Selon Smith, le Capital devait être solidement implanté dans une nation. Il pensait que le Capital local ou national servirait automatiquement les intérêts des communautés locales, ce qui ne serait pas le cas s'il avait une orientation plus internationale. Cette fraction du Capital errerait autour du monde, n'aurait pas de racines et ne ferait que se pervertir. C'est exactement cette séparation, entre un capital productif national sain et un capital spéculatif apatride, que les idéologues de la Nouvelle Droite reprennent à leur compte.

Les sociétés «transnationales» dont le pouvoir dépasse les frontières d'un pays sont censées avoir trahi l'idéal d'Adam Smith. Elles ont créé une économie centralement planifiée avec des monopoles, qui, d'après Korten, ne serait pas une vraie «économie de marché», telle que Smith l'imaginait. Smith voulait une économie composée de petits acheteurs et de petits vendeurs, jouissant des mêmes opportunités.

Une économie où les entreprises privées faisant des profits ne recevraient pas de subventions, et où un Etat fort imposerait des règles pour que la concurrence reste équitable. Un Etat protectionniste qui tiendrait donc à distance les capitaux étrangers.

Mais l'économie idéale imaginée par Adam Smith n'a jamais existé. Le Capital a toujours été international, depuis ses débuts. Il ne s'est jamais soucié des frontières nationales et a toujours cherché à conquérir de nouveaux marchés. Korten déploie beaucoup d'efforts pour donner à son mythique «bon vieux temps» une place dans l'histoire. Il critique le marxisme et l'idéologie du «libre-échange» en introduisant un «troisième modèle»: le pluralisme démocratique. Selon Korten, ce modèle aurait prospéré dans les pays occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale. Il reposait sur *«un système de gouvernance fondé sur un équilibre pragmatique, non idéologique, institutionnel, entre les forces du gouvernement, du marché et de la société civile⁽¹¹⁾»*. Korten semble faire allusion à la social-démocratie. Ce système a été créé après une longue lutte du mouvement ouvrier et a pu, pendant un certain temps, présenter le capitalisme sous un jour un peu moins sinistre. Depuis que le niveau des luttes ouvrières a considérablement baissé, le système capitaliste montre de nouveau son visage «néolibéral».

Korten se considère lui-même comme un «populiste». Dans un discours devant l'Alliance for democracy qui prétend défendre les intérêts du «travailleur américain moyen», Korten a déclaré: *«Le véritable populisme rejette le gouvernement comme le grand capital. Il n'est ni de droite ni de gauche. Il est progressiste autant que conservateur⁽¹²⁾.»*

Pour le républicain Brian Dardowski, Korten était le plus apte à entraîner les couches privilégiées de Seattle dans les manifestations contre le sommet de l'OMC en novembre 1999. Lors d'une réunion, Dardowski a souligné que seul Korten pouvait faire descendre les républicains dans la rue

et les convaincre de se mêler à des militants plus progressistes. «*Korten correspond à une image qu'ils peuvent accepter*», a déclaré Maria Cain, une collaboratrice de Derdowski⁽¹³⁾.

«C'est notre trou-du-cul»!

La lutte contre le nationalisme devrait être un aspect important de la résistance de la gauche révolutionnaire. En ne se préoccupant que des besoins de leurs compatriotes, les organisations politiques glisseront à droite. Les luttes de libération de gauche devraient être internationalistes, voire même antinationalistes.

Aux Etats-Unis, tout comme aux Pays-Bas et ailleurs, les sentiments nationalistes sont très répandus. Beaucoup d'associations qui font du lobbying affirment qu'elles défendent les intérêts de «l'Américain moyen» menacé par l'économie «mondialisée». Cela s'applique aussi à l'organisation qui défend l'écologie et les consommateurs: Public Citizen, représentée dans l'IFG par Lori Wallach. Public Citizen a été fondée en 1971 par Ralph Nader et compte maintenant 150 000 membres. Ces organisations sont financées par la Fondation Ford. Public Citizen joue un rôle dirigeant dans les campagnes contre l'AMI et l'OMC. En 1997, Public Citizen a lancé la campagne contre l'OMC en publiant la première version du traité sur son site Internet. Il occupe une position dominante dans la Citizens Trade Campaign (Campagne pour un commerce citoyen), une coalition altermondialiste d'organisations écologistes, de syndicats et d'autres groupes.

Global Trade Watch (Observatoire du commerce mondial) est la section de Public Citizen qui résiste à la «mondialisation incontrôlée» et au «libre-échange». Dans une analyse du traité de l'ALENA, le directeur de Global Trade Watch, Mike Dolan dénonce, avec des accents chauvins, les dangers extérieurs qui menacent les Etats-Unis. Il souligne que l'ALENA accroîtrait l'importation de produits mexicains douteux, et aussi de la viande canadienne qui n'est pas suffisamment inspectée. Dolan est un chauvin américain.

Nader, le président de Public Citizen, est aussi un partisan d'Adam Smith. Il aime la concurrence, mais déteste les monopoles. Il critique souvent le pouvoir des grandes entreprises et la façon dont l'argent corrompt la démocratie américaine. Il reste cependant muet sur des questions comme l'avortement, l'homosexualité et les migrations. «*Ralph Nader a tantôt l'air d'un démocrate, d'un populiste ou d'un socialiste, mais en fait, au fond de lui-même, c'est un petit-bourgeois effrayé, moralisateur, dépourvu de toute boussole politique, plus concerné par son image que par le mouvement qu'il prétend diriger: en clair, un opportuniste, un politicard libéral et un antigreviste*», déclare Tim Shorrock, qui a longtemps travaillé avec Nader⁽¹⁴⁾.

D'autres personnes n'apprécient pas la politique des dirigeants de Public Citizen, comme le bénévole qui a travaillé l'automne dernier au bureau de Seattle, pour organiser et coordonner la campagne contre le sommet de l'OMC. Ses collègues n'étaient pas racistes, nationalistes ni homophobes. Mais il n'en dirait pas autant des dirigeants nationaux de Public Citizen comme Mike Dolan, qui gérait le bureau de Seattle. «*Nous avons tous découvert ses diverses manœuvres en coulisses avec Pat Buchanan et Jesse Helms, et pour différentes raisons nous avons décidé de les dénoncer.*» Ce bénévole demanda ouvertement à la direction nationale de Public Citizen pourquoi ils coopéraient avec Buchanan et Helms, politiciens d'extrême droite. Buchanan, par exemple, minimise l'Holocauste et déteste les homosexuels, les juifs et les communistes, entre autres, et il lutte contre la «perversion» du capital «étranger» qui menace «le travailleur américain moyen». Buchanan sera probablement le candidat du Reform Party pour la prochaine présidentielle.

Dolan et d'autres dirigeants de Public Citizen ont reconnu cette coopération et fait l'éloge de Buchanan. «*Buchanan est peut-être un trou-du-cul mais c'est notre trou-du-cul.*» Le bénévole, furieux, a répondu: «*Avec ce niveau de cynisme politique, nous aurions coopéré avec Hitler sur ces questions!*» Il décida de ne jamais plus travailler pour Public Citizen et de dévoiler publiquement «leurs sales petits secrets»⁽¹⁵⁾.

L'Amérique d'abord

Buchanan admire lui aussi Nader. Dans un article («The millennium conflict: America first or world government»), Buchanan a écrit il y a quelques années que Nader demandait aux gestionnaires des cent plus grandes sociétés américaines de montrer leur loyauté envers «*le pays qui les a nourries, construites, financées et défendues*». Nader leur a demandé de rendre hommage au drapeau américain lors de leurs réunions annuelles d'actionnaires⁽¹⁶⁾.

Pendant que certains «populistes» américains se dissocient de la xénophobie et du nationalisme de Buchanan, Mark Ritchie, membre de l'IFG, vante les alliances avec la droite. Ritchie est le directeur de l'American Institute for Agriculture and Trade Policy (Institut américain pour la politique agricole et commerciale) qui soutient les «petits» paysans. «*Des adversaires traditionnels aussi éloignés politiquement que Ralph Nader et Pat Buchanan ont certains points communs sur les questions du commerce*», selon Ritchie. Il se peut que, en fait, les divergences politiques entre Nader et Buchanan soient moins nombreuses que leurs points communs. «*En dehors de Nader et Buchanan, l'alliance contre le GATT et l'ALENA inclut un vaste éventail d'éléments de droite comme de gauche. Cette diversité de conceptions et d'organisations a donné à ces campagnes une grande partie de leur force*»⁽¹⁷⁾.

Cependant, d'autres personnes s'inquiètent de ce type de campagnes. Mark Swanson, par exemple, incite les militants à demander à Public Citizen et à l'IFG d'interrompre immédiatement leur coopération avec des politiciens de droite comme Buchanan. Il souligne que ce dernier est le seul candidat à la présidence qui dénonce régulièrement la «mondialisation»⁽¹⁸⁾. Buchanan est soutenu par la classe moyenne des employés de bureau blancs. Etant le politicien le plus hostile au «libre-échange», sa personne et ses opinions ont beaucoup attiré l'attention des médias durant la campagne contre le sommet de l'OMC. Avec ses apparitions publiques Buchanan a pu influencer le débat sur le sommet de Seattle et il profite maintenant du climat hostile à l'OMC aux Etats-Unis. Comme l'opinion publique penche à droite depuis des décennies, c'est Buchanan qui a le pouvoir et la capacité de triompher, et non les mouvements de gauche qui, pour des raisons tactiques, ont décidé de coopérer avec les conservateurs et l'extrême droite.

Des financiers secrets?

Le journaliste Ryan Lizza a découvert encore d'autres «sales petits secrets» de Public Citizen. Il veut savoir la vérité sur des rumeurs affirmant que Public Citizen recevrait de l'argent du milliardaire et magnat du textile Roger Milliken qui finance aussi Buchanan et a auparavant financé des politiciens d'extrême droite comme Barry Goldwater, Richard Nixon, Ronald Reagan et Newt Gingrich. Milliken a l'argent et l'expérience pour construire facilement une infrastructure complète pour des mouvements politiques. Il est donc considéré comme très dangereux.

Milliken n'a pas bonne réputation dans les cercles progressistes. C'est pourquoi la plupart des organisations n'ont pas envie que leur nom soit associé au sien. Quand Lizza a appelé Mike Dolan pour lui demander quels étaient les soutiens financiers de Public Citizen, Lori Wallach a demandé à Dolan d'interrompre la communication et de ne plus jamais lui adresser la parole. Public Citizen veut garder secrets les noms de ses sponsors. Public Citizen et Milliken refusent de confirmer ou de démentir les noms de leurs soutiens financiers.

De telles relations étaient impensables dans les années 1960 et 1970. Pendant la période de la guerre froide, Milliken a lutté contre tous les communistes et syndicalistes qu'il pouvait combattre. A l'époque, il a aussi combattu Ralph Nader, parce que ce dernier dénonçait les méthodes de Milliken dans ses usines textiles. Maintenant qu'un individu extrêmement conservateur comme Milliken concentre son attention sur le protectionnisme et le nationalisme, il se trouve de multiples amis politiques dans le mouvement altermondialiste⁽¹⁹⁾.

D'écœurantes plaisanteries contre les Mexicains

Milliken paie un lobbyiste spécialisé dans les contacts avec le gouvernement, Jock Nash, et c'est lui qui a réuni les partisans de Buchanan et de Nader au cours de plusieurs réunions contre l'ALENA. Selon le *Wall street Journal*, ces réunions se sont déroulées dans un climat plutôt xénophobe: les vins importés ont été boycottés et les participants inondés de blagues antimexicaines.

Nash a été amené à bien connaître Wallach, le lobbyiste de Public Citizen. Ils sont devenus des alliés politiques. En 1995, quand Maude Barlow, une Canadienne de l'IFG, s'est rendue à Washington, Wallach lui a envoyé quelqu'un pour venir la chercher en voiture à l'aéroport. Barlow a été surprise par les idées conservatrices de son «chauffeur»: «Je me suis demandé qui est ce type? Pourquoi est-il venu me chercher?» En fait, il s'agissait de Jock Nash. Barlow voulait rencontrer la direction de Public Citizen et c'est le lobbyiste de Milliken qui est venu la chercher. Cela montre l'étroitesse des liens entre la direction de Public Citizen et les collaborateurs de Milliken.

Les partisans de Nader affirment que leur relation avec Milliken est seulement une «alliance tactique». Mais, selon d'autres personnes, ils partagent aussi la même idéologie. «*Quelles sont les propositions positives de Lori Wallach ou de Ralph Nader en ce qui concerne la mondialisation?*» demande un dirigeant syndical. «*Parfois, on a l'impression qu'elles ne sont pas très différentes des conceptions de Buchanan*»⁽¹⁹⁾.

«Les Canadiens sont politiquement ignares»

Pendant que certaines organisations spécialisées dans le lobbying expriment des soupçons quasi paranoïaques à propos du capital «étranger», les militants altermondialistes canadiens craignent l'importation de produits et de capitaux américains au Canada. La même Maude Barlow qui critiquait les propos de Ralph Nader soutient le nationalisme canadien. Maud Barlow préside le COC (Conseil des Canadiens), qui compte 100 000 membres, et a écrit avec Tony Clark un livre intitulé: *MAI, the Multilateral Agreement on Investment and the threat to Canadian sovereignty* (L'AMI, l'accord multilatéral sur l'investissement et les menaces contre la souveraineté canadienne). Le COC affirme qu'il résiste «d'un point de vue critique et progressiste»⁽²⁾ à la vente du Canada aux entreprises américaines. Selon Barlow, les Canadiens sont des gens politiquement ignares, qui doivent être réveillés. «*Nous pénétrons les yeux fermés dans un système politique étranger à notre culture et à notre histoire*»⁽²¹⁾, écrit Barlow. Comme si le capitalisme ne faisait pas partie intégrante de la société canadienne moderne !

Le COC se préoccupe beaucoup de la diminution supposée des pouvoirs de l'Etat canadien. «*Ceux qui croient le plus en un gouvernement faible et tirent le plus grand bénéfice de la destruction du pouvoir fédéral soutiennent un programme qui va démolir notre nation.*» En brisant le pouvoir de l'Etat, ces

politiciens de droite seraient en train de menacer le bien-être des Canadiens. Et ce serait anti-canadien parce que les Canadiens sont censés voir en leur nation un pays «fort, aimant et uni»⁽²²⁾. Combattre les partisans du «libre-échange» avec un nationalisme canadien hypertrophié, voilà ce que le COC ose appeler une politique «progressiste».

Un anti-américanisme nationaliste

Barlow est favorable à un modèle étatique keynésien: «*Au cours des 60 dernières années environ, il a été généralement admis que les gouvernements ont le droit et la responsabilité d'intervenir sur le marché pour défendre et protéger les droits économiques de leurs citoyens, spécialement pendant les périodes de récession économique. (...) Depuis les années 1960, cependant, il est devenu évident que le gouvernement fédéral et les provinces ne peuvent plus tenir leurs engagements pour assurer le plein emploi, tant que l'économie canadienne sera dominée par des multinationales possédées par des étrangers.*»

Les méchants, selon Barlow, sont donc les sociétés américaines qui investissent au Canada. «*Les Canadiens ont commencé à comprendre qu'une portion de plus en grande de la richesse de la nation quittait le pays pour remplir les poches des investisseurs étrangers.*» Barlow veut apparemment que les investisseurs canadiens s'enrichissent plutôt que leurs collègues américains. Elle nie être anti-américaine. «*Ce n'est pas un conflit entre un "merveilleux" Canada, menant une politique écologique parfaite et les "horribles" Etats-Unis avec une piètre performance environnementale et de méchantes transnationales*»⁽²³⁾.

Mais ces paroles ne sont guère convaincantes si on lit le reste de ses articles parce qu'elle n'arrête pas d'attaquer ses voisins américains. «*Les intérêts du grand capital dans nos écoles symbolisent l'américanisation de l'éducation canadienne.*» Selon elle, le Canada est en train d'adopter un «*individualisme de type américain*», un «*esprit d'entreprise sans complexe*» et une «*culture de la compétitivité*»⁽²⁴⁾. «*Les gouvernements et les peuples de cette planète sont de plus en plus inquiets de l'homogénéisation culturelle internationale qui se déroule actuellement; le monde est de plus en plus dominé par les valeurs et les coutumes américaines, propagées par le puissant complexe industriel américain du divertissement*»⁽²⁵⁾. Il est très douteux de parler d'un «caractère national américain» ou d'un système économique «américain».

Beaucoup de pays considèrent que la culture est leur héritage le plus riche, selon Barlow. Sans cet héritage, les «peuples n'ont ni racines, ni histoire ni âme». Barlow affirme qu'il faut protéger la «culture canadienne» contre la «culture américaine». Le contenu de ces cultures n'est pas clair du tout, tout comme sont obscures les différences entre elles, et en quoi la «culture canadienne» serait meilleure que la «culture américaine».

Paradis bouddhiste

La plupart des religions et des courants spirituels ont une solide base patriarcale. La séparation entre l'Etat et l'Eglise est l'une des libertés civiques qui a été conquise en Europe, mais seulement au prix du sang, de la sueur et des larmes. Quand le pouvoir de la puissante Eglise a été brisé et que les individus ont eu le droit de penser plus librement, cela a représenté un progrès important. La religion est souvent un obstacle aux luttes de libération sociale et on ne peut donc pas lui accorder le bénéfice du doute.

De nombreux membres de l'IFG, cependant, pensent que la religion peut résoudre beaucoup des problèmes actuels. Prenons le cas d'Helena Norberg-Hodge, personnalité importante de l'IFG et bouddhiste. Comme beaucoup d'autres membres du Forum international sur la mondialisation, elle a la nostalgie d'un paradis situé quelque part sur cette planète. Depuis 30 ans et sur les trois continents cette philosophe et enseignante suédoise a combattu le modèle occidental du progrès. Elle investit beaucoup d'énergie pour sauver des «sociétés traditionnelles» ou des «cultures locales» en voie de disparition⁽²⁶⁾. En Norvège, elle a fait campagne dans le cadre d'une coalition entre des forces de droite et de gauche contre l'adhésion à l'Union européenne. Elle a aussi fondé la très élitiste Society for Ecology and Culture (ISEC), qui mène campagne contre la «mondialisation».

Norberg-Hodge vit au Ladakh, dans le nord de l'Inde, depuis des années. Cette région a une culture bouddhiste comparable à celle du Tibet du dalaï-lama. Dans son livre *Ancient futures*, traduit en 20 langues, Norberg Hodge évoque les énormes changements qu'ont connus les Ladakhis, après qu'ils sont entrés en contact avec l'Occident. «*L'histoire du Ladakh sert de source d'inspiration pour notre propre avenir. Il nous montre qu'une autre voie est possible, et nous indique les premiers pas vers un mode de vie plus apaisé, plus généreux*», selon la quatrième de couverture.

Norberg-Hodge pense que le modèle occidental du progrès est en train de devenir tellement dominant que les différences idéologiques deviennent moins importantes. «*Les destructions environnementales massives, l'inflation et le chômage sont les conséquences d'une dynamique techno-économique qui n'a pas grand-chose à voir avec une orientation politique de gauche ou de droite. Fondamentalement, le monde a connu un seul modèle de développement, reposant sur un seul type de science et de technologie. La spécialisation et la centralisation que cela a entraîné ont conduit à une transformation dramatique de la vie qui compte davantage que la différence entre le capitalisme et le communisme, et l'a même totalement éclipsée.*»

Des chamans patriarcaux

Malgré le climat rigoureux et l'environnement difficile dans lequel ils vivent, les Ladakhis sont heureux et satisfaits depuis des siècles, écrit le dalaï-lama dans sa préface à *Ancient futures*. Chacun a assez à manger, les familles et les communautés sont fortes, et les femmes occupent une position élevée, affirme Norberg-Hodge. Mais la société ladakhie est caractérisée par des relations de pouvoir féodales-patriarcales et par le fondamentalisme religieux. Norberg-Hodge admet que la «culture traditionnelle» est loin d'être idéale. *«Ce que nous considérons comme le confort minimum (par exemple avoir du chauffage dans un pays qui connaît des températures hivernales très basses) n'existe pas. La communication avec le monde extérieur est limitée. Les taux d'analphabétisme sont élevés; la mortalité infantile est plus haute et la durée de vie moins longue qu'en Occident.»* Mais, si vous observez cette société de l'intérieur, alors vous verrez les choses différemment, affirme Norberg-Hodge.

Etant bouddhiste et habitant au Ladakh, elle s'identifie fortement avec la «culture locale» et considère normal que les chamans et les astrologues occupent une place centrale dans la vie quotidienne. Ils décident, par exemple, quand il faut semer ou récolter, à quelle date un mariage doit être célébré et avec qui. Ce sont des guérisseurs en transe qui combattent les maladies et ils accusent régulièrement les mères d'être la cause des maux qui frappent leurs enfants: *«Vous vous êtes mal conduite. Vous n'avez pas montré assez de respect envers les esprits. Vous n'avez pas organisé de cérémonies en leur honneur et vous les avez perturbés. Vous devez changer d'attitude sinon votre enfant ne guérira pas.»* Le pouvoir de tels dirigeants religieux est comparable à celui d'un prêtre ou d'un pasteur il y a quelques siècles. Au Ladakh, il n'existe pas de séparation entre l'Eglise et l'Etat, entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel.

Norberg-Hodge croit en une variante de la théorie du «*Blut und Boden*» (du sang et du sol). *«Les Ladakhis appartiennent à leur emplacement sur terre. Ils sont liés à ce lieu, grâce à un contact quotidien intime, une connaissance de leur environnement immédiat et de ses saisons, ses besoins et ses limites. Ils sont conscients du contexte dans lequel ils se trouvent. Les mouvements des étoiles, du soleil et de la lune sont des rythmes familiers qui influencent leurs activités quotidiennes⁽²⁷⁾.»*

«Frères aînés»

«Certes, les moines occupent une place plus élevée que les bonnes sœurs dans la hiérarchie formelle, mais l'équilibre entre le masculin et le féminin joue un rôle central dans l'enseignement bouddhiste⁽²⁷⁾». Norberg-Hodge ne se soucie pas non plus du fait que les femmes sont exclues des fonctions religieuses et des rituels les plus importants. Seul un homme peut devenir le dalaï-lama, le dirigeant spirituel le plus élevé, ou le «dieu roi». Le but ultime de tous les rituels est de rendre les dirigeants religieux mâles spirituellement capables d'absorber le principe féminin. C'est ce qui se cache derrière le prétendu «équilibre entre le masculin et le féminin». Selon la doctrine bouddhiste, les moines, peuvent, au bout d'un long processus, maîtriser les femmes et le principe féminin en utilisant des rituels tantriques. Ils sont censés ainsi devenir les maîtres de l'univers. Seuls des moines occupant une place élevée dans la hiérarchie ont le droit de passer par cette étape, pas les femmes⁽²⁸⁾.

«Le rôle des monastères dans la culture tibétaine a souvent conduit les gens à décrire la société comme féodale. Au départ, je pensais, moi aussi, que le relation entre les monastères et le reste de la population était une relation d'exploitation. Certains monastères possèdent beaucoup de terres, qui sont travaillées collectivement par le village. Il y a aussi des paysans qui, en dehors de leur propre terre, cultivent des champs appartenant aux monastères en échange d'une partie de la récolte», raconte Norberg-Hodge. Selon elle, les monastères offrent un «véritable bénéfice» économique en échange d'une forme de «Sécurité sociale». *«Si une famille a trop de bouches à nourrir, ses fils, quel qu'en soit le nombre, généralement les plus jeunes, deviennent moines.»* Norberg-Hodge vante *«le processus d'échanges réciproques entre le monastère et le village»*. En fait, les monastères bouddhistes disposent d'une énorme richesse matérielle et d'un pouvoir spirituel considérable qu'ils utilisent pour contrôler les villageois.

Dans la société du Ladakh les femmes ont parfois plus d'un mari. Une femme peut être mariée à deux frères en même temps. L'épouse appelle les deux hommes «mon frère aîné». Le frère aîné représente le chef du foyer et son représentant politique. *«C'est le "patron" mais la hiérarchie n'est pas très rigide»,* prétend Norberg-Hodge. Le fils aîné hérite de la terre de la famille. Il la gère, mais ne la possède pas. La propriété privée et la vente de terres n'existent pas au Ladakh. Ce n'est qu'en l'absence de fils dans une famille que la fille peut gérer la terre. Cette structure sociale est clairement féodale-patriarcale, mais cela ne semble pas poser de problèmes à Norberg-Hodge. En tout cas, elle ne la critique pas⁽²⁷⁾.

Technophobie

L'humanité a toujours employé des formes de technologie pour rendre la vie plus supportable. Dans une société capitaliste et hiérarchisée, on développe la technologie pour faciliter le profit et le contrôle social. Mais la technologie peut aussi servir les mouvements de résistance et de libération, et être employée pour la justice et l'égalité.

Dans les milieux de l'IFG, la critique de la technologie débouche souvent sur une forme de technophobie, comme dans le cas de Jerry Mander, qui a écrit des livres comme *Four arguments for the elimination of television* (Quatre arguments pour l'élimination de la télévision) ou *In the absence of*

the sacred (En l'absence du sacré). Mander a travaillé dans la publicité puis il est devenu un militant du Sierra Club, organisation écologiste plutôt conservatrice. Depuis 1980, il travaille à Public Media Center, qui conçoit des campagnes pour des organisations à but non lucratif.

Selon lui, la technologie exerce une influence prépondérante sur notre société. Elle pénètre nos consciences et éloigne chaque nouvelle génération un peu plus de la nature en nous enfermant dans un environnement purement technologique. Les voitures, les téléphones, les télévisions et les ordinateurs sont censés faire tous partie d'une «mégatechnologie» qui détruit les ressources naturelles mondiales et transforme les êtres humains en robots. Mander a un jour déclaré avec fierté qu'il utilise seulement un «vieux IBM Selectric»⁽²⁹⁾.

Selon Mander, la technologie moderne aboutira au «plus grand recul» de la démocratie dans toute l'histoire. Il évoque une «conspiration des structures techniques» et considère «le système économique mondial récemment restructuré» comme une «forme technique» spécialement conçue pour vaincre toute résistance à la «poussée vers une homogénéisation mégatechnologique»⁽³⁰⁾. Il croit que la «mégatechnologie» est à l'origine de tous les problèmes de l'humanité. Mais il raisonne à l'envers. Les relations de pouvoir capitalistes et patriarcales sous-tendent le type de technologie qui détruit l'humanité et la nature. Tout d'abord, ces relations de pouvoir doivent disparaître. Ensuite, dans une société libérée, le progrès technologique pourra véritablement être mis au service de l'humanité et de la nature.

Tout comme Korten, Mander se tourne avec mélancolie vers la vie des générations antérieures, vie qui aurait été détruite par le consumérisme et la technologie. Sa technophobie est même amplifiée par son appartenance à la bourgeoisie. Il n'a visiblement pas besoin de se salir les mains, et donc il pense qu'il peut se passer des outils techniques. Mais, dans le cours de l'histoire, la technologie a en fait contribué à rendre notre existence beaucoup plus supportable.

Contradictions

Dans le monde entier, congrès après congrès, réunion après réunion, sur le papier et sur Internet, les membres du Forum international sur la mondialisation prêchent leur message: nous devrions retourner au village, retourner à la nature, revenir à notre mode de vie antérieur. La politique du «retour au village» de l'IFG est simple: Travaillez à une petite échelle, repliez-vous sur vous-mêmes, retournez à l'époque où chacun était heureux et connaissait sa place, où la communauté offrait encore certitude et sécurité.

Ce projet pose cependant un problème: cette époque et cette vie n'ont jamais existé et ne reviendront jamais. La lutte pour une société sans exploitation ni oppression ne peut se combiner avec une nostalgie réactionnaire pour le «bon vieux temps». Parce que, autrefois, exactement comme aujourd'hui la société était définie par des relations de pouvoir patriarcales, féodales et capitalistes.

Harry Westerink

Notes

1. Site Web de l'IFG.
2. Déclaration de Sienna, IFG, septembre 1998.
3. Déclaration concernant les tendances de droite dans le mouvement altermondialiste, IFG, 24-7-1999.
4. «In the lap of the Andes», Doug Tompkins, *Resurgence* n° 185.
5. «Antiglobalization», Doug Henwood, *Left Business Observer* n° 71.
6. «The post-corporate world», David Korten, *The Ecologist* n° 3, mai/juin 1999.
7. «Money versus Life», *YES! A journal of positive futures* n° 82.
8. Voir aussi «Goldsmith et sa hiérarchie gaïenne», dans ce livre p. 215-220.
9. E-mail de Mitchel Cohen, 23-8-1999.
10. *When corporations rule the world*, David Korten, 1995.
11. «The mythic victory of market capitalism», David Korten, dans *The case against the global economy and for a turn toward the local*, Jerry Mander et Edward Goldsmith (sous la direction de), 1996.
12. Site Web de l'Alliance for democracy.
13. «Globalization foes plan to protest WTO's Seattle round trade talks», Helene Cooper, *Wall Street Journal*, 16-7-1999.
14. «1.75 cheers for Ralph», Doug Henwood, *Left Business Observer* n° 74.
15. E-mail de Paul, 14-12-1999.
16. «The millennium conflict: America first or world government», sur le site Web de Pat Buchanan.
17. «Cross-border organizing», Mark Ritchie dans *The case against the global economy and for a turn toward the local*.
18. «Public Citizen and IFG's dirty little secret», Mark Swanson.

19. «Silent partner. The man behind the anti-free-trade revolt», Ryan Lizza, *The New Republic*, 10-1-2000.
20. Site Web du COC.
21. «A citizen's movement for the 21st century», Maude Barlow, *Canadian Perspectives*, hiver 1997.
22. Communiqué de presse du COC, 11-1-1999.
23. *MAI, the Multilateral Agreement on Investment and the threat to Canadian sovereignty*, Maude Barlow et Tony Clarke, 1997.
24. «Homogenization of education», Maude Barlow et Heather-Jane Robertson, *The case against the global economy and for a turn toward the local*.
25. «Notes on culture for IFG Report card on the WTO», Barlow.
26. «The pressure to modernize and globalize, Helena Norberg-Hodge», *The case against the global economy and for a turn toward the local*.
27. *Ancient futures. Learning from Ladakh*, Helena Norberg-Hodge, 1991.
28. Cf. *Der Schatten des dalaï-lama*, Victor et Victoria Trimondi, 1999.
29. *In the absence of the sacred*, Jerry Mander, 1991.
30. «Technologies of globalization», Jerry Mander, *The case against the global economy and for a turn toward the local*.